

Domaine Public

DP

JAA
1002 Lausanne

28 septembre 1995 – n° 1227
Hebdomadaire romand
Trente-deuxième année

Incoloration des élections fédérales

A moins d'un mois du scrutin, la barque électorale est encore en calaminée. La succession d'Otto Stich fournit matière aux médias. Puis viendront les tracts, les slogans politico-publicitaires; les journalistes indépendants mettront des notes aux parlementaires sortants qui se représentent; tous les candidats répondront à des questionnaires serrés. On serait tenté d'écrire: la routine.

Pourtant, sur des questions essentielles, les prises de position des partis ne se recourent pas. L'Europe, les dépenses militaires, l'agriculture et quelques-unes de ses institutions sclérosées comme l'Union suisse du commerce du fromage, les transports, y compris les transports urbains, certains domaines de la politique sociale, autant de sujets de divergence assez marquée pour justifier un choix.

Dans l'inventaire de ces grands thèmes de politique suisse, pourquoi n'y en a-t-il pas un qui colore le débat, qui traduise un enjeu? Pour une part, mais pour une part seulement, en raison du système. Enumérons, pour mémoire, ces émoulinés.

- Les programmes des partis sont tempérés par les convictions personnelles des élus. Le Parlement y gagne en souplesse, mais l'angle, compte tenu des tempéraments, est plus qu'obtus.

- Sur toutes les questions cruciales, le citoyen sait qu'il aura à se prononcer souverainement, par le jeu du référendum constitutionnel ou facultatif. Les élections ne délèguent que partiellement la compétence populaire, l'enjeu électoral en est réduit d'autant.

- Les cantons sont arrondissements électoraux. Ils sont en grande majorité trop peu peuplés pour que la proportionnelle puisse y jouer à satisfaction. Cinq d'entre eux, qui ont droit à un seul député, connaissent obligatoirement une élection majoritaire. Dans beaucoup d'autres, le déplacement d'un siège exige un transfert de voix quasi impossible. Les partis cantonaux en position dominante touchent donc une double rente de situation: celle du Conseil des Etats et celle d'une proportionnelle trop circonscrite.

Ces données étant connues, les politologues ont pris l'habitude d'interpréter les faibles variations de la composition du Conseil national. Ils attribuent à la

prise de conscience d'un sujet primordial les oscillations. Mais aujourd'hui, même s'il n'y pas d'enjeu frontal, quelle est la préoccupation principale latente?

Tout ce qui touche à la détérioration de la conjoncture, même si la situation de la Suisse en comparaison internationale est hautement enviable. L'emploi est plus précaire. Le chômage de longue durée pousse à la marginalisation. Marges commerciales et salaires sont plus resserrés. Et la population active sait qu'elle aura à porter l'entretien de la partie non-active de la population, dont l'importance va grandissant.

Il y a donc une double exigence écartelante de performance et de solidarité. La droite, dans cette partition, insiste sur la productivité, même au prix de suppressions d'emplois, sur la déréglementation, sauf pour certaines chasses gardées où se recrute sa clientèle, sur la réduction des dépenses publiques, en général sans dire à visage découvert où il faudrait tailler. La gauche défend salaires, emplois et sécurité sociale. Elle a tendance, selon le reproche que lui adresse Alfred Sauvy, à croire qu'on peut dépenser plusieurs fois le même gain de productivité: en améliorant les salaires, en réduisant la durée du travail, en entretenant une population non active croissante.

En terme de gestion, la Suisse peut résoudre les problèmes nouveaux: AVS saine, revenu national élevé, second pilier développé (malgré ses lacunes), forte réserve de fiscalité indirecte. Mais le problème n'est pas de gestion seulement. Nous sommes entrés dans un autre type de société, qui ne se limite plus au seul travail dont on disait «qu'il fut sa vie». Comment organise-t-on une communauté où l'espérance de vie est de quatre-vingt ans? Comment organise-t-on une communauté sans qu'elle exile dans les marges des milliers de ses membres? Ces questions fondamentales ne sont abordées qu'en discutant de quelques symptômes, et non fondamentalement.

Il faut retourner le slogan des socialistes français comme Marx l'a fait de la philosophie. Ils voulaient changer la vie. Si l'on disait: Etant donné que la vie a changé, réformons donc nos structures sociales!

AG

La caravane et les roquets

(jd) On pouvait le prévoir. Le départ précipité sinon inattendu d'Otto Stich a stimulé les attaques contre l'actuelle composition politique du Conseil fédéral. La formule magique, qui n'exprime rien d'autre que le rapport des forces au parlement, suscite la vindicte des petites formations, d'autant plus bruyantes qu'approche l'échéance électorale. Ces dernières ne peuvent manquer une telle occasion de présenter un profil avantageux, pur et dur, libre des compromis et des hésitations des grandes formations.

Le fantasme de l'opposition

Le popiste vaudois Zizyadis a tenté sa chance, à vrai dire nulle, en proposant de reporter au 13 décembre le remplacement du ministre socialiste des finances, à savoir après les élections du Conseil national, à l'occasion du renouvellement complet du Conseil fédéral. Prétexte invoqué, le respect de la volonté populaire qui va précisément s'exprimer lors de ces élections.

En fait le député vaudois sait pertinemment qu'un bouleversement politique le mois prochain est improbable; et s'il advenait, l'Assemblée fédérale aurait tout loisir alors d'en tenir compte le 13 décembre. A la vérité, une telle proposition s'inscrit dans une stratégie qui vise au retrait, volontaire ou forcé, des socialistes du Conseil fédéral. Pour que la gauche réformiste rejoigne les rangs d'une opposition musclée ayant vocation de constituer ultérieurement une majorité alternative. Ce qui par ailleurs n'empêche pas les anciens communistes de goûter aux charmes de la participation gouvernementale à La Chaux-de-Fonds, à Lausanne et à Genève; et dans la ville du bout du lac, de longues années durant, au sein d'une municipalité à majorité bourgeoise. Vérité en deçà de la Sarine, erreur au-delà.

A ce jeu du «poussons-les dehors», l'extrême-gauche devient l'alliée objective des libéraux qui, avec les automobilistes et les nationalistes de Markus Ruf et de l'UDC, rêvent d'un gouvernement exclusivement bourgeois. Avec l'espoir d'une politique plus conforme à leurs vœux et d'une cohérence retrouvée.

Une démocratie de concordance

On est en droit de poser un regard critique sur le fonctionnement du Conseil fédéral en place, sur son esprit de collégialité trop souvent en défaut, son manque de clairvoyance dans les négociations bilatérales avec l'Union européenne par exemple. Et la brusque démission d'Otto Stich n'est pas pour faciliter le rajeunissement d'un collège soumis à des règles d'élection déjà fort paralysantes. Mais

chercher une issue dans une nouvelle formule politique de l'exécutif, c'est faire commerce d'illusions.

La formule prétendument magique n'est que l'expression de la démocratie de concordance qui prévaut en Suisse. Une concordance qui ne résulte pas d'une crainte pathologique des conflits ou d'une trahison de la gauche socialiste, comme on l'entend parfois, mais qui s'est progressivement imposée comme le mode de gouvernement adéquat à une société multiculturelle, traversée de nombreux clivages et d'où ne se dégage aucune majorité claire. Préconiser l'alternance ou un Conseil fédéral qui refléterait un éventail politique plus restreint, c'est ignorer que la Suisse ne connaît que des minorités condamnées à s'entendre.

Deux hypothèses bancales

Un exécutif exclusivement bourgeois s'en sortirait-il mieux? Déjà les cinq magistrats bourgeois actuels sont loin de parler à l'unisson. Un chœur à sept serait-il plus harmonieux? Que ce soit dans la politique étrangère, en matière économique et financière, ou encore dans la délicate question de la drogue, pour ne prendre que quelques exemples, les partis bourgeois étalent leurs divergences, quand la ligne de fracture ne passe pas en leur sein même. Quant au scénario de l'alternance, qui verrait par exemple les vainqueurs de la votation sur l'Espace économique européen remplacer le Conseil fédéral démissionnaire, il est simplement incongru.

Les institutions helvétiques sont ainsi faites que le Conseil fédéral ne peut que se trouver parfois en porte-à-faux avec la majorité populaire. A celle-ci, les instruments de démocratie directe donnent le dernier mot. Un mot qui n'est d'ailleurs jamais définitif, pas plus qu'il n'interdit aux autorités de rechercher de nouvelles solutions. Cet accommodement perpétuel et inconfortable nous vaut cohésion nationale et stabilité politique. Et c'est ainsi que depuis 36 ans la caravane de la formule magique passe malgré les aboiements des roquets.

Reconnaissons pourtant à ces derniers une utile fonction. En vitupérant les partis gouvernementaux, ils expriment l'insatisfaction d'une partie de la population et la nécessité pour les grands d'assurer les conditions de fonctionnement de la formule magique. Des conditions qui aujourd'hui ont singulièrement tendance à se dégrader. Capacité de dialogue, vigoureux et conflictuel si nécessaire, volonté de compromis, telles sont les qualités indispensables à la gouvernabilité de la Suisse et qui, seules, légitiment le désir d'être représenté au Conseil fédéral. ■

ICI ET LÀ

Comment réformer et assainir l'Etat sans l'affaiblir?

Un forum du parti socialiste vaudois est consacré à la question. Avec notamment Pierre Gilliland, Jean-Noël Rey, Monika Dusong. En clôture, une table ronde: Où va le service public? Avec la participation de Yvette Jaggi, Guy Olivier Segond, Eric Decarro, François-Xavier Merrien. Animation Gian Pozzy.

Le 7 octobre, de 14h15 à 22h, au Centre paroissial de la Croix d'Ouchy (CPO), Ch. Beau-Rivage 2, à Lausanne.

Pas une catastrophe

REPÈRES

Par 88 voix contre 59, le 18 septembre dernier, la majorité du Conseil national a décidé de refuser d'élargir le champ d'activité des HES aux filières du domaine social/paramédical. L'argument du coût supplémentaire à la charge de la Confédération a été déterminant.

AIDE FINANCIÈRE AUX ÉCOLES SOCIALES

Art. 2. Des aides financières peuvent être allouées aux:

- a) écoles supérieures de service social
- b) écoles supérieures d'éducateurs spécialisés
- c) écoles supérieures d'animation socio-culturelle
- d) organisations faitières nationales des dites écoles
- e) regroupements d'écoles ou d'organisations faitières existantes.

Art 6. Dans la limite des crédits octroyés, la Confédération alloue aux écoles supérieures de travail social une aide annuelle jusqu'à concurrence de 31,5% de leurs charges d'exploitation.

L'aide financière ne doit pas excéder:

- les allocations versées par d'autres institutions de droit public
- le déficit d'exploitation de l'exercice comptable.

Loi fédérale du
19 juin 1992

(vb) Contre l'avis de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national, les parlementaires ont décidé que le texte de la Loi sur les hautes écoles spécialisées en resterait au mode optionnel: «La Confédération peut encourager des établissements proposant des filières d'études du niveau des hautes écoles spécialisées» (LHES, art 1 paragraphe 3). Ces lignes concernent les formations relevant des cantons, écoles du domaine sanitaire, social, conservatoires, académies d'art.

Les futures HES d'études sociales et paramédicales se feront, le consensus existe, mais, pas dans le cadre de la loi voulue par l'OFIAMT pour revitaliser l'économie suisse. Cette loi, ouvre, on le sait, la voie du tertiaire non universitaire prioritairement aux professions techniques et économiques, relevant de la compétence fédérale. Les nouvelles structures de formation qui en découlent, visant à redonner du lustre à la voie duale (apprentissage et cours théoriques) et à rendre les diplômes eurocompatibles, sont assurées d'un financement fédéral de 33%.

Décision sans surprise

Le Conseil fédéral avait précisé sa pensée dès le début: vu la mauvaise posture du budget, il n'était pas souhaitable que la loi fédérale pourvoie financièrement aux formations tertiaires relevant de la compétence des cantons. Les femmes qui sont montées à la tribune ont eu beau dire que l'on «sacrifiait» à nouveau les filières féminines sur l'autel de l'économie. L'argument – fondé – n'est hélas pas porteur! Que les secteurs qui se féminisent deviennent les moins valorisés en terme de carrière et de salaire est généralement accepté comme une «fatalité», qu'on ne saurait inverser par une décision politique.

Mais tout n'est pas perdu pour ces formations-là, bien au contraire. Il faut savoir qu'outre des financements cantonaux et communaux, les actuelles écoles supérieures de travail social sont bel et bien subventionnées par la Confédération pour quelque 10 millions de francs (loi du 19 juin 1992, voir ci-contre). L'enjeu consiste aujourd'hui à ancrer cette base légale en vue de la transformation de certaines de ces écoles en HES. Quant aux formations dans le domaine de la santé, elles doivent préalablement unifier leur cursus et le niveau de leurs exigences, très hétérogènes en Suisse.

Il n'en demeure pas moins que la priorité donnée aux filières OFIAMT dans le développement des futures HES reflète l'utilitarisme ambiant. Les formations du domaine social et de la santé ont tout autant besoin d'un label eurocompatible pour leurs étudiants que les filières technique et économi-

que. Mais elles relèvent surtout du secteur public et n'ont pas derrière elles l'appui du lobby des PME. Pour certains, une revalorisation de ces formations ne pourrait qu'ameener une hausse malvenue des salaires, grevant encore les budgets publics. Pourtant, quand on sait que ces métiers sont confrontés aux défis du vieillissement de la population comme au nombre croissant d'exclus de notre société, on souhaite que la réflexion se place plutôt sur ces finalités-là. Faire face à de nouveaux modèles sociaux, avec des formations revalorisées, rendues plus attractives, sera nécessaire. D'ailleurs actuellement ces secteurs connaissent une rotation importante et significative de leur personnel. ■

TRAVAIL SOCIAL

Les défis de la rue

(vb) Un nombre croissant d'adolescents grandit sans abri, sans formation, sans travail, ayant rompu avec les institutions éducatives qui les suivent, et fréquentant rarement les centres de jeunesse dits ouverts. Ce type de constat, fait par une «travailleuse de rue», à Berne, est à l'origine du symposium tenu à Soleure (voir marge page suivante).

La dureté des conditions économiques déstructurent des familles, en déracinent d'autres. Les valeurs, rites, codes, qui, dans toute société, jouent le rôle de garde-fous, s'évanouissent. Miroir de ce tissu social défait, la rue, qui absorbe aujourd'hui de très jeunes gens sans attaches, en Suisse comme ailleurs en Europe. Si les jeunes marginaux furent les institutions censées leur venir en aide, d'autres formes d'aide iront à leur rencontre. C'est ainsi que des dizaines d'expériences novatrices, menées surtout en Allemagne et en Suisse, ont été présentées lors du symposium. A Genève, le *Car Touche*, lieu d'accueil itinérant (bus), fonctionnant 24 heures sur 24, gratuit, cherche à joindre une population vivant en marge du système d'aides, dont des mineurs en rupture. A Berne, *La cuisine populaire* (SIKB), groupe autogéré qui milite pour la dépénalisation des drogues, veut se substituer, le dimanche, aux centres d'accueil pour toxicos, fermés ce jour-là. On y prend un repas et on s'y pique à l'abri. Indépendante de toute institution, financée par des dons, la cuisine populaire fonctionne avec une vingtaine de bénévoles entre 16 et 25 ans. Les rapports avec les autorités sont conflictuels, est-il besoin de le préciser. A Bienne le *Centre Autonome de Jeunesse*, qui existe depuis vingt-cinq ans, outre des activités culturelles, offre un asile de nuit, des cures de «désintoxication à froid»

Stérile moratoire

(jd) A mi-parcours, le moratoire nucléaire démocratiquement imposé n'a pas tenu ses promesses. Sauf pour les producteurs et distributeurs d'énergie qui, en embuscade, attendent de pied ferme une vigoureuse reprise de la consommation. En effet, si Adolf Ogi a pu fêter le cinquième anniversaire de son programme «Energie 2000» avec un optimisme certain, c'est qu'il a reçu un sérieux coup de pouce de la récession et d'un climat particulièrement favorable. Les multiples activités de recherche, de développement et de formation lancées et soutenues par ce programme ont certes débouché sur des expériences fructueuses, des innovations prometteuses et des compétences accrues. Mais ce capital technique et humain est loin d'avoir réalisé une percée significative sur le marché. Il n'y a rien d'étonnant à ce faible impact quand on sait que le prix de l'essence est inférieur de 20% à son niveau d'il y a 20 ans, le mazout meilleur marché de 40% et même l'électricité de 8%.

C'est donc dans le prix que se cache le ressort d'une politique efficace de l'énergie. Un prix politiquement fixé par le biais de taxes d'incitation progressivement augmentées, et dont le montant serait restitué aux ménages et aux entreprises, favorisant ainsi les consommateurs économes. Et non, comme le préconisent les écologistes, un moyen de renflouer les caisses de l'Etat: on ne peut à la fois garantir les ressources fiscales des collectivités publiques et promouvoir des économies d'énergie qui tariraient ces ressources.

Il reste maintenant cinq ans pour peaufiner ce scénario. Pour passer de l'ère de l'expérimentation et des pionniers de bonne volonté à celle de la minimisation systématique

des besoins énergétiques. Une occasion rêvée pour la Suisse de moderniser son économie et de disposer, avec le savoir-faire ainsi acquis, d'un atout incomparable sur les marchés internationaux.

Si ce laps de temps n'est pas mis à profit, le moratoire n'aura été qu'une parenthèse stérile entre deux guerres énergétiques tout aussi stériles. ■

ÉGALITÉ HOMMES/FEMMES

Plutôt la parité tout de suite

(fb) Le très net refus par le corps électoral de la Ville de Berne de réserver 40% des sièges du législatif communal aux femmes (DP 1225) confirme l'impopularité de la notion de quota, prônée par ailleurs par une initiative populaire déposée sur le plan fédéral. Cette idée cumule des objections techniques et psychologiques qui rejoignent les critiques à l'égard des programmes d'«affirmative action» aux Etats-Unis (et qui ne sont pas toutes de mauvaise foi et dirigées contre l'objectif recherché): les femmes y sont présentées comme une minorité à promouvoir, le moyen proposé est tortueusement juridique et recourt paradoxalement au favoritisme dans le but d'introduire plus d'égalité.

Il existe une autre voie, déjà présentée dans ces colonnes (DP 1023 du 17.1.91 et DP 1029 du 28.2.91): revendiquer la parité hommes/femmes dans les parlements. Foin de quota et de favoritisme, mais un système électoral clair et simple; chaque électeur ou électrice dispose de deux bulletins, l'un pour la moitié masculine et l'autre pour la moitié féminine du conseil à élire. Pour chacune des deux moitiés, les modalités de vote sont les mêmes qu'aujourd'hui: répartition proportionnelle entre les listes, possibilité de biffer ou d'ajouter des noms déterminant l'ordre final des élus-e-s, etc.

La parité va plus loin que le quota en réalisant d'emblée et de manière intangible un idéal d'égalité entre les hommes et les femmes. Et pourtant cette idée paraît plus acceptable, parce qu'elle a la séduction de l'évidence; toute personne est soit un homme soit une femme, toute personne a en elle une part masculine et une part féminine, il importe que le personnel politique de base (le législatif) reflète cette réalité sans parti-pris. La parité est une peu au quota ce que la «nouvelle gestion publique» est à l'Etat-providence: un saut qualitatif.

Après la tentative bernoise sur le quota, il faut espérer qu'une ville ou un canton voudra tester la solution de la parité. Le suffrage féminin ou l'abaissement du droit de vote à 18 ans l'ont montré, il faut partir de réalisations locales et ne pas craindre les échecs initiaux pour faire avancer une idée. ■

REPÈRES

«Vivre dans la rue, la rue comme espace de vie», 6^e Symposium international sur le travail de jeunesse en milieu ouvert, du 18 au 21 septembre, à Soleure, avec plus de 200 spécialistes venus de 17 pays européens.



une *sleep-in* pour femmes et tourne sans salaires ni direction. A Zurich, le ZAGJP, qui comme beaucoup de ces projets, a pris le relais après la fermeture de la Platzspitz, publie un magazine gratuit, *Magazin Mascara*, fait par et pour les femmes toxicomanes. Le groupe ZAGJP est présent en permanence dans la rue.

En Allemagne, où le travail de rue est reconnu depuis longtemps, de nombreux projets novateurs ont vu le jour: fitness pour toxicomanes, ateliers de musique techno, mobile musical (scène mobile multifonctions, installée dans une ancienne démenageuse)... Le soutien aux jeunes marginaux passe également par la reconnaissance de toute une culture de rue, faite de graffitis, de tags, de styles musicaux comme le rap et dérivés. On le voit, ce type d'aide, émanant souvent de politiques alternatives, n'entend pas se cantonner à la prévention pure et simple. ■

Lire les guerres

L'ouvrage de Jean-Jacques Langendorf se présente modestement comme une étude des aspects militaires de la Guerre du Golfe. Mais sa lecture devrait intéresser un public plus large que les seuls amateurs d'histoire-bataille. Car les questions que l'auteur se pose, au travers d'un exposé très fouillé des événements, concernent les objectifs de ce conflit, ses conséquences et les leçons que nous pouvons en tirer.

RÉFÉRENCE

Jean-Jacques Langendorf,
Le bouclier et la tempête,
Genève, 1995, Georg
Editeur.

(jcf) La Guerre du Golfe apparaît aujourd'hui déjà comme une guerre de rêve, en ce sens qu'elle se déroule dans des conditions stratégiques uniques et que son image sur les écrans du monde est celle d'un jeu vidéo. L'effondrement du pouvoir en Union soviétique crée en effet un vide au Moyen-Orient, dont vont profiter les deux adversaires, Hussein pour envahir le Koweït, les Etats-Unis pour lever, sous les auspices des Nations Unies, une armada très hétéroclite. Autour du théâtre d'opération, le monde retient son souffle. Mais les deux adversaires n'appartiennent pas à la même catégorie ni de poids ni de puissance. L'affrontement est donc une occasion idéale pour présenter les technologies et les armes nouvelles et faire rêver le monde, grâce à une politique d'information télévisée soigneusement élaborée.

Hégémonie américaine

Les moyens que Saddam Hussein a amassés, coûteux mais rustiques par rapport à la sophistication de l'armement américain, l'acquis de la guerre contre l'Iran et la conjoncture internationale ont fait oublier au dictateur irakien les vrais rapports de force entre le Sud et le Nord. Les Etats-Unis pouvaient-ils rappeler d'une autre manière les Irakiens à la raison du plus fort? Une autre issue à la crise diplomatique, que le comportement irakien a rendue de toute façon très difficile, était-elle possible? Les Etats-Unis attendaient de cette crise, ou d'une autre, de pouvoir faire oublier leur défaite vietnamienne, en affichant aux yeux de tous leur nouveau modèle militaire, instrument indispensable à leur hégémonie sur l'économie mondiale, maintenant que l'ennemi et partenaire soviétique était entré dans la voie de la dislocation. Il me semble donc qu'en arrière-fond de la crise du Golfe s'est joué aussi le destin de Gorbatchev, bientôt lâché par les Occidentaux et remplacé par un Eltsine, dont les observateurs avaient noté depuis longtemps déjà l'instabilité, la démagogie et la brutalité.

La démonstration américaine est une réussite qui n'était pas acquise d'avance, comme le rappelle Jean-Jacques Langendorf en détaillant les défaillances militaires et les contradictions de la coalition. Cette dernière n'aurait probablement pas résisté, ni à une guerre longue, ni à une entrée d'Israël dans le conflit. Il fallait une guerre courte. Le Américains ont gagné leur pari, ce pari perdu

aussi bien par Guillaume II en 1914 que par Hitler en 1939-41.

Le récit événementiel et l'analyse de l'historien débouchent ainsi, me semble-t-il, sur deux conclusions qui ne correspondent pas forcément en tous points à la vision de l'historien de Jean-Jacques Langendorf. La documentation solide dont l'auteur a disposé n'est pas tirée des archives secrètes. Elle est levée, si je puis dire, dans les médias et dans les documents publiés, ce qui prouve que, même dans le domaine militaire, l'information ne peut être totalement dérobée au citoyen qui sait lire. Ce démenti aux accusations de désinformation que l'on entend trop souvent à gauche me rassure. Il me paraît un bon point pour la démocratie qui, autant que l'armée, ne peut vivre du mensonge.

Perdre une victoire

Les conclusions que l'on peut tirer de la victoire américaine illustrent la boutade selon laquelle on peut tout faire avec les baïonnettes, sauf s'asseoir dessus. En d'autres termes, les Américains n'ont-ils pas perdu leur victoire, après avoir gagné la bataille? La guerre – la démonstration de force – limitée dans son coût humain, matériel et financier, n'a pas entraîné la chute de Saddam Hussein, en partie probablement parce qu'il n'y a pas eu de suivi politique suffisant de la part de Washington. Si tel est le cas, on ne peut que s'inquiéter de l'indifférence américaine pour le peuple irakien, principale victime du conflit. Le ressentiment et la revanche sont mauvaises conseillères. Et les forces morales sont aussi un élément essentiel dans la lecture des guerres. Aujourd'hui comme hier les Etats-Unis hésitent entre les droits de l'homme et le gros bâton, entre les bons sentiments et l'arrogance de la puissance. Mais ce boitillement n'est-il pas la démarche même du rêve américain? ■

EN BREF

Un maison de production de disques de Berne a pris les noms des anarchistes italiens Sacco & Vanzetti, exécutés pour l'exemple aux Etats-Unis en 1927, comme nom de l'entreprise. L'animateur est Anton Schumacher, bien connu pour sa participation aux troubles du début des années 80 sous le pseudo de *Fashion*.

L'INVITÉ DE DP

Ça bouge sur le front de la dette

Après avoir trop longtemps minimisé l'ampleur du problème, la Banque mondiale projette de créer un fonds pour s'attaquer à la dette multilatérale (due aux institutions internationales) des 40 pays les plus pauvres et les plus endettés (dette de 30 milliards de dollars). Comment le financer et l'attribuer?

MARIO CARERA

président de la FEDEVACO
(Fédération vaudoise de
coopération)

Depuis l'éclatement de la crise de l'endettement début 1980, le FMI et la Banque mondiale se constituent dans l'urgence en pompiers (comme on l'a vu au début de l'année pour le Mexique) ou privilégient l'approche «cas par cas», pays par pays. Les deux institutions de Bretton Woods bénéficient d'un statut de créanciers «privilegiés»: leurs créances sont prioritaires par rapport aux dettes bilatérales (dues à un pays) ou privées. Elles ne peuvent pas être l'objet de rééchelonnements. Le pays surendetté qui ne respecte pas ses engagements est exclu de l'accès aux nouveaux prêts et de fait mis au ban de la communauté financière. Cette disposition vise à éviter que les défauts de paiement des mauvais payeurs ne portent préjudice aux autres pays endettés qui ont besoin d'argent frais à des conditions de faveur.

Le défi de la Suisse

Cette dette multilatérale représente les 20% de la dette des pays en voie de développement (PVD) les plus pauvres, contre 60% pour les dettes bilatérales et 20% pour les dettes privées. Jusqu'ici, ce sont les grands pays créanciers (USA, Grande-Bretagne, etc.) qui ont remis tout ou partie de leurs créances bilatérales. Souvent avec des arrière-pensées géo-politiques ou commerciales. La France, par exemple, a été «généreuse» en Afrique de l'Ouest et dans ses anciennes colonies.

La Suisse a aussi remis ses créances publiques à tous les pays les plus pauvres. Grâce aux ONG et à un crédit spécial décidé lors du 700^{ème}, elle a fait preuve d'originalité avec l'institution de fonds de développement, créés par le gouvernement bénéficiaire en «contre-partie» de la remise de dette. Ces fonds en monnaie locale soutiennent des projets et initiatives de la société civile. Le désendettement est alors bien davantage qu'un allègement de la balance extérieure, il se transforme en véritable instrument de développement.

Mais il y a un os dans ces remises bilatérales: réalisées avec les budgets publics des pays industrialisés, souvent avec des fonds de la coopération, elles permettent aux pays bénéficiaires de «souffler» et ... d'honorer le service de leur dette multilatérale. Parfois, des crédits d'aide ont carrément été avancés à des pays pauvres pour faire face à ces obligations. Et malgré la multiplication des instruments, une vingtaine de pays pauvres restent étranglés. Exemple: l'Ouganda, qui se remet lentement d'années de guerre, doit consacrer les quatre

cinquièmes de ses exportations à la dette.

Pire, les flux financiers s'inversent. Les pays en voie de développement (PVD) remboursent davantage aux institutions de Bretton Woods qu'ils ne reçoivent d'elles! Ces flux nets négatifs (Sud-Nord!) se sont montés à 1,8 milliard de dollars en 1992 pour les pays à revenus moyens (tels la Côte d'Ivoire, le Pérou, l'Algérie). Ils restaient à peine positifs pour les plus pauvres, les pays africains surtout (mais le Nicaragua, la Zambie ou Madagascar ont eu un solde négatif).

Le nouveau mécanisme envisagé devrait s'élever au mieux à 11 milliards de dollars et bénéficier à une vingtaine de pays parmi les plus pauvres et les plus endettés. Les formes de financement divisent les pays riches et pourraient faire capoter le projet. Faut-il vendre une partie de l'or du FMI (estimé à 70 milliards de francs), comme le proposent le Canada et la Grande-Bretagne? Faut-il solliciter des donations des pays riches? On voit la difficulté en période de déficits publics. Faut-il plutôt puiser dans les réserves de deux institutions (14 milliards de dollars en 1993 pour la Banque mondiale), avec le désavantage de faire payer tout le monde – donc aussi beaucoup de PVD – au sauvetage de quelques-uns. Prudente, la Suisse soutiendrait la vente d'or si elle devait faire l'objet d'un consensus.

Responsabilité des prêteurs

La brûlante question de la responsabilité des deux institutions reste posée. Elles prêtent et conseillent, voire imposent, des stratégies sans encourir le moindre risque de perte, vu le statut privilégié de leurs créances. Exemple: si la Banque mondiale prête 500 millions pour un barrage aux conséquences douteuses, il serait logique qu'elle en assume aussi les conséquences financières. Et pas seulement les populations du pays concerné, pressurées par le service de la dette. Reste aussi la lancinante question des ressources en devises. Les exportations des pays africains ont perdu 60% de leur valeur de 1980 à 1992 en comparaison avec les prix internationaux. Ces économies sont en permanence sous perfusion financière. Reste encore la maîtrise de la volatilité des flux financiers. Un impôt sur le commerce de devises (la taxe Tobin), pour freiner la spéculation et stabiliser les taux de change, reste un sujet de séminaire. La poudrière financière et sa «surveillance» n'ont pas fini d'inquiéter: en tout, la dette des PVD et des pays en transition dépasse 1 700 milliards de dollars! ■

RÉACTION

Vaud à deux vitesses

Toujours chatoyants, les articles du professeur Lambelet. Celui du *DP* 1226 (*Réalité et perception*) nous a séduit. Puis interrogé.

Munich 1938, ce n'est pas si simple. C'est la suite du lâchage de la France en Rhénanie, de l'Autriche lors de l'Anschluss, par un cabinet britannique qui voulait armer Hitler contre Staline. Et en 1938, la Wehrmacht n'était pas plus prête que ses futurs adversaires.

Le pillage des matières premières du tiers-monde n'a effectivement pris des proportions catastrophiques que vers le milieu du 20^e siècle, chacun le sait. Auparavant, c'était la traite des Noirs, l'imposition de l'opium en Chine, les contrats privilégiés des compradores en Amérique latine, l'utilisation de la chair à canon et ... l'exploitation inhumaine des paysans irlandais et écossais, et des familles d'ouvriers anglais, qui ont contribué à la capitalisation et à l'industrialisation en Europe et en Amérique du Nord.

Mais nous voici, sur des sujets économiques et politiques complexes, aussi sommaire que l'auteur que nous admirons et critiquons.

Au fait: l'économie vaudoise se porte à merveille, selon l'économiste. On ajoutera que Vaud détient le record des milliardaires par tête d'habitants, en dépit de cet impôt sur la fortune, dissuasif, que décrivaient tragiquement les adversaires du projet d'impôt de solidarité sur la richesse.

Or, le canton de Vaud a le maillot jaune aux critères du chômage et des déficits publics.

La conclusion devait s'imposer au professeur, même avant les élections fédérales: la politique idéologique du Département vaudois de l'agriculture de l'industrie et du commerce, ces dernières décennies, a réussi, première en Suisse, une société à deux vitesses. ■

Philippe Abravanel

COURRIER

Agressive mendicité

Je suis lectrice assidue de *DP* depuis plusieurs années et j'apprécie surtout l'objectivité et la documentation sérieuse de ses articles. Si je vous écris aujourd'hui, ce n'est donc pas pour critiquer votre article dans le *DP* du 7 septembre 1995 (*réd. DP 1224 L'exclusion*, de Daniel Marco), mais pour vous signaler que *Le Monde* n'est plus fiable. Le marketing est devenu roi. Et, concernant l'article du *Monde* du 13-14.8.95 (*réd. cité par D. Marco*), j'aimerais le rectifier en vous communiquant l'opinion de ceux qui sont directement concernés, à savoir, les Rochelais et surtout les Rochelaises, qui vivent et subissent la mendicité agressive.

● L'arrêté ne s'applique que pendant les mois de juillet, août, septembre.

● Il faut préciser que l'arrêté de Michel

Crépeau n'a jamais concerné les mendiants autochtones ni les musiciens de rue, qui continuent à animer la ville pendant tout l'été. La preuve: la médiatrice envoyée par le gouvernement a reconnu que La Rochelle non seulement permettait la mendicité en ville mais offrait aux SDF plusieurs possibilités d'accueil et d'aides diverses.

● La Rochelle en été, surtout pendant les «Francofolies», devient invivable. Ce sont des hordes de mendiants, venant d'Allemagne, de Hongrie ou de Scandinavie qui déferlent sur La Rochelle. C'est vrai qu'ils sont souvent accompagnés de chiens agressifs. Et qu'ils arnaquent plus souvent qu'ils ne mentent.

● Je ne suis pas peureuse de nature. J'ai longtemps habité Zurich et j'ai souvent traversé le Platzspitz la nuit; c'était le chemin le plus court pour rentrer chez moi. Je n'ai jamais eu peur et je n'ai jamais été agressée.

A La Rochelle, pendant les «Francofolies», je n'ose plus traverser les parcs ou aller le soir me promener au bord de la mer. Je n'ai été agressée qu'une seule fois (cela m'a suffi) mais on m'a volé cinq fois mon porte-monnaie. C'est vous dire le bonheur retrouvé cet été de pouvoir se promener partout en toute quiétude!

● J'ai constaté qu'il n'y avait que des hommes (un évêque, des socialistes, de doux illuminés) qui aient protesté contre l'arrêté de Michel Crépeau. Mais les femmes, elles, ont applaudi des deux mains. ■

Suzanne Jaquet, La Rochelle

Médias

A la suite de l'annonce de la fusion prochaine des deux quotidiens lucernois, Oskar Reck, ancien rédacteur en chef des *Basler Nachrichten*, disparues lors d'une fusion, commente la situation et fait des pronostics sur les prochaines fusions dans *COOP Zeitung* (21.9). A son avis elles devraient toucher Genève, Berne et probablement, tout d'abord, le Tessin.

Lorsque vous êtes en Italie vous pouvez écouter *Radio Maria*, «une voix chrétienne dans ta maison!» Sept jours par semaine, de 5h45 à 3 heures du matin suivant, les émissions catholiques défilent pendant toute la journée avec même une messe en latin le dimanche matin. 650 réémetteurs couvrent toute l'Italie. Ceux qui contribuent à la société des Amis de Radio Maria reçoivent un bulletin d'information.

En Italie, le quotidien communiste indépendant *Il Manifesto* paraît avoir assuré sa place sur le marché de la presse à voir son volume, ses suppléments et sa diffusion dans tout le pays.

A l'aérodrome de Rome, un lundi à 15 heures, il n'y a qu'un seul journal suisse du jour, la *Neue Zürcher Zeitung*, évidemment.

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:

Jean-Daniel Delley (jd)

Rédactrice:

Valérie Bory (vb)

Ont également collaboré à ce numéro:

Philippe Abravanel (pa)

François Brutsch (fb)

Jean-Claude Favez (jcf)

André Gavillet (ag)

Jérôme Meizoz

Charles-F. Pochon (cfp)

Forum: Mario Carera

Composition et maquette:

Valérie Bory,

Françoise Gavillet

Secrétariat:

Murielle Gay-Crosier

Marciano

Administrateur-délégué:

Luc Thévenoz

Impression:

Imprimerie des Arts et

Métiers SA, Renens

Abonnement annuel:

80 francs

Administration, rédaction:

Saint-Pierre 1

case postale 2612

1002 Lausanne

Téléphone:

021/312 69 10

Télécopie: 021/312 80 40

CCP: 10-15527-9

Dans le déambulatoire

RÉFÉRENCE

Nathalie Sarraute,
Ici, Paris, Gallimard, 1995,
182 p.

Ici, de Nathalie Sarraute, est sans doute, historiquement, le premier livre composé simultanément pour la collection blanche de Gallimard et pour la prestigieuse «Pléiade». D'ordinaire un délai sépare le passage du livre nouveau au classique papier-bible... Sans doute que le *tempo* économique de l'éditeur parisien s'est accéléré, voire emballé. Reste que pour Gallimard, Sarraute est une valeur sûre, sinon mûre. Il est vrai qu'à quatre-vingt quinze ans, la rude vieille dame semble d'humeur à affronter l'éternité. Avec pour tout bagage cette œuvre si cohérente qu'elle peut sembler redondante. Depuis *Tropismes* (1939), en effet, Sarraute n'a cessé d'explorer les petits soubresauts produits à l'intérieur des êtres par la parole qui circule entre eux.

Dans cet *Ici*, à l'instar de la monnaie, la parole ne peut pas être «retirée de la circulation»: son pouvoir ne tient qu'aux réseaux qu'elle soutient. Sarraute nous plonge donc toujours dans des dialogues: on entend des voix – car il n'y a plus *ici* de personnages – et un vocabulaire guerrier en décrit les effets. Comme d'ailleurs dans *L'Usage de la parole* (1980), Sarraute creuse des formules toutes faites («Vous aimez les voyages?», «Comment allez-vous?», etc.) et les fait dérailler, dévier du sens commun et de l'usage neutralisé du quotidien. Il s'agit souvent de questions, donc d'une ingérence ou d'une intrusion dans le moi de l'interlocuteur.

Explorer la conversation

Escorté de voix, on atteint peu à peu ce que Sarraute appelait autrefois la «sous-conversation», cet *underground* verbal où la logique consciente s'abolit, où surgit l'arbitraire, le nom sur le bout de la langue, le refoulé, la force brute du sens: «On dirait que tous ces hors-de-propos qui ne cessent de se promener dans ce déambulatoire autour de la conversation, attendant prudemment le moment propice, sont devenus plus audacieux, (...) et cette fois-ci il y a trop longtemps à leur gré qu'elle tourne dans le même circuit, elle piétine, elle languit, elle se traîne... alors un hors-de-propos s'élançe, prend sa tête suivi d'autres hors de propos qui en vrais hors-la-loi, en vrais brigands qu'ils sont dirigent le convoi dans une tout autre direction.»

Une fois le déambulatoire atteint, la voix sarrautienne cherche alors à empêcher l'interlocuteur de se barricader contre les mots, de les *refouler*: «... ils ne peuvent s'empêcher d'essayer de se reculer imperceptiblement pour éviter autant que possible de se laisser souiller par quelque chose qui suinte de là d'informe, d'un peu mou, de gluant, ils répriment une envie de s'essuyer, c'est qu'il n'y a pas plus propre qu'eux, il n'y en a pas plus soigneux de leur personne.»

Homophonies, coqs-à-l'âne, associations libres sont autant d'instruments permettant d'examiner les effets des mots dans cet *ici*, espace «incommensurable», antichambre de la conscience.

Si le «haut lieu» est vide...

Mais la plus grande originalité de cette enquête est sans doute son inachèvement, plusieurs fois signalé, et qui rappelle Beckett: «A quoi bon persévérer, essayer d'aller plus loin là où ne se dressent à perte de vue que de telles constructions? Y-a-t-il la moindre chance d'y rien trouver qui ne soit tout aussi décevant...». Peu à peu le livre décélère en apercevant l'«inaccessible haut lieu» vers lequel la recherche s'est hissée de «Pourquoi?» en «Pourquoi?». Nous voilà à la source du pouvoir des paroles, là où, faute d'audace, tous s'inclinent. Mais, surprise, le secret est vain, la boîte noire vide: «C'était pour accéder là, dans ces mornes régions où des populations subjuguées vivent entourées de ces imposants monuments grossièrement construits avec de pauvres matériaux conformément aux plus banales conventions...».

Pascal contre Arcimboldo

Arrivée dans les «espaces infinis» dont l'exploration est irrémédiablement passionnante et insensée, la voix confronte alors l'angoisse du *vide* telle que l'a exprimée Pascal et la «désinvolture», l'«affirmation» heureuse du *plein*, du remplissage, du colmatage mis en œuvre dans les toiles d'Arcimboldo. Duel alors entre le philosophe qui entrevoit l'abîme et l'artiste qui passe son temps, fût-il vain, à le combler. *Ici* se ferme sur ce soutien qu'incarne Arcimboldo dans l'univers désormais silencieux: «Qu'il fasse venir ici cela et encore cela, tout ce qui lui chante, ces fleurs, ces légumes, ces fruits, ces objets incongrus, ces bêtes étranges, qu'il en dispose comme bon lui semble... Arcimboldo, l'assurance même. L'affirmation. Le défi. Arcimboldo. Tout ici n'est que lui. Arcimboldo.» ■

Jérôme Meizoz

Nouvelle gestion publique

Quand l'esprit d'entreprise vient à l'Etat

Le tiré à part revu et augmenté de la série d'articles parus dans *DP* en 1994, inspirés du livre de David Osborne et Ted Gaebler, *Reinventing Government. How the Entrepreneurial Spirit is Transforming the Public Sector*, peut être commandé à *Domaine Public* au prix de frs. 12.- plus port, à la rédaction, case postale 2612, 1002 Lausanne, par télécopie au 021/312 80 40 ou par téléphone au 021/312 69 10.